

4 décembre journée nationale d'actions pour l'Hôpital Public

Membre de l'Union syndicale
Solidaires

La crise sanitaire a mis en exergue des dysfonctionnements majeurs de notre système de santé public.

Cette situation a été majorée par l'incurie de la gestion de crise Covid et les réponses misérables du Ségur tout autant que par le projet de loi de finance de la sécurité sociale pour 2022 qui ne répond en rien aux besoins de la population en matière de protection sociale.

Aucun changement,

Le gouvernement reprend sa politique austéritaire. Il poursuit sa logique d'exonération de cotisations sociales laissant une place de plus en plus importante à la fiscalisation dans le financement de la sécurité sociale. Bien loin d'une sécurité sociale universelle comme le revendique la **Fédération SUD Santé sociaux** où chacun cotise selon ses moyens et bénéficie selon ses besoins !

Le gouvernement continue dans sa stratégie de creuser le « trou » de la sécu pour justifier de régressions sociales.

Nous assistons à une majoration de la fuite des personnels dans les hôpitaux publics comme privés non lucratifs et privés et les structures du médico-social. Cette situation dramatique entraîne des fermetures de lits et de services. Les heures supplémentaires imposées, la surcharge de travail, les changements de planning horaires se multiplient pour pallier le manque de personnel en poste. Combien de temps encore ?

Cette crise profonde concerne une majorité des métiers de l'hôpital, du social et médico-social qui faute de personnel qualifié ne peuvent plus répondre dans les meilleures conditions aux besoins de la population en matière de santé et de prises en charges spécifiques.

Aucun changement, le vieux monde persiste,

Le projet de loi de finance de la sécurité sociale 2022 dont on aurait pu attendre qu'il prenne en compte toute la mesure de cette crise, ne répond en rien aux besoins de santé publique.

Bien au contraire, il ancre encore plus durablement la casse du secteur sanitaire, social et médico-social au profit de multinationales de la santé, de la dépendance. Pire encore les effets d'annonce gouvernementaux sont aux antipodes des préoccupations des agent-es, salarié-es tout autant que celles de la population.

Les « efforts d'investissements » pour 2022 ne seront pas à la hauteur. Alors les hôpitaux ferment des lits, des services, les déserts médicaux deviennent une réalité jusqu'en milieu urbain.

La **Fédération SUD Santé Sociaux** dénonce une fois de plus les choix politiques des gouvernements successifs en matière de santé publique et de protection sociale.

Pour la **fédération SUD Santé Sociaux**, il y a urgence d'attribuer des fonds supplémentaires pour notre système de santé et de protection sociale.

Pour la **Fédération SUD Santé Sociaux**, il y a urgence de revendiquer un système démocratique de santé, d'action sociale et sécurité sociale qui échappe à la tutelle de l'état tout autant que celles des groupes d'assurances.

La Fédération SUD Santé Sociaux exige :

Une augmentation immédiate des salaires pour l'ensemble des personnels soignants, techniques, administratifs, de la santé, du social et médico-social de 400€ net mensuel, soit l'équivalent de 80 points d'indice supplémentaires dans la FPH.

Un plan d'embauche massif à la hauteur des besoins remontés par les services tant pour l'hôpital, pour les EHPADs et pour toutes les structures du social et du médico-social. Ainsi que l'arrêt des contrats précaires qui se traduirait par des stagiairisations et titularisations rapides dans la FPH et des CDI dans le privé.

Le changement de financement de l'hôpital, du social et du médico-social avec la fin de la T2A.

La fin de la marchandisation de la santé, du social et du médico-social au profit d'un grand service public.

L'arrêt des fermetures de lits, la réouverture des lits fermés et l'ouverture de nouveaux lits à hauteur des besoins de la population.

Un système de protection sociale unique, uniforme et universel, assuré à 100% par la Sécurité sociale, avec une gestion démocratique par les représentant-es des travailleuses et travailleurs.

Ouverture de centres de santé publics, avec une médecine salariée, au plus proche de la population.

**La Fédération SUD Santé Sociaux appelle à une
journée de mobilisation
Le 4 décembre à PARIS
13h - Ministère de la santé**

